

À l'échelle monétaire, le scepticisme qui a longtemps prévalu s'estompe face à un mouvement bien engagé et qui s'accélère. Ce mouvement, qui concerne les organismes financiers européens et hors-CE, va dynamiser les activités bancaires et financières.

La Commission a mesuré l'impact économique probable d'un marché véritablement unifié dans une étude approfondie connue sous le nom de Rapport Cecchini. Ce rapport prévoit un accroissement du PNB de 4 à 7 % sur plusieurs années, relevant le taux de croissance annuel des États membres de la CE de 2,4 actuellement, à environ 3,8 %. Les prix devraient baisser de 6 %, les exportations pourraient augmenter de 10 %, et entre 1,7 et 5 millions d'emplois seraient créés.

Certains commentateurs jugent ces prévisions trop optimistes. Au contraire, des études récentes considèrent le Rapport Cecchini trop modeste parce qu'il sous-estime les gains à espérer d'Europe 1992 en prenant en considération les seuls effets statiques de la suppression des entraves au commerce. L'effet dynamique se fera sentir à moyen terme et devrait produire un accroissement de 3,5 à 19,5 % du niveau de vie réel dans la CE. Richard B. Baldwin, économiste à l'Université Columbia, estime que l'intégration économique de la CE va non seulement accroître la production en développant une meilleure utilisation du capital existant, mais qu'elle va aussi créer un climat qui attirera de nouveaux investissements. Ses calculs indiquent que la croissance accrue résultant de l'accélération des nouveaux investissements pourrait doubler ou tripler la hausse initiale des revenus qu'entraîne une plus grande efficacité du marché intégré. Baldwin montre que ses prédictions sont déjà étayées par l'actuelle montée en flèche des dépenses d'investissement en Europe. Le montant des acquisitions étrangères en Europe pour les six derniers mois de 1989, publiés par *Translink's European Deal*

*Review*, le confirme. Il s'élève à 50 milliards de dollars américains pour 117 opérations, soit le double des acquisitions des six premiers mois. L'accélération rapide des investissements étrangers à l'approche de 1992 semble indiquer une prise de conscience de la crédibilité des projets communautaires et de la nécessité d'attaquer le marché de l'intérieur de peur d'être bloqué à l'extérieur. Les Américains viennent largement en tête avec 15,2 milliards de dollars et 27,6 % du total européen, suivis par les Français avec 10,6 milliards de dollars et par les Allemands avec 7,3 milliards. Le Japon est loin derrière avec 1,6 milliard de dollars, soit 3,3 % du total.

Quelles sont les principales caractéristiques de ce grand marché européen? Il sera d'abord d'une taille considérable. Le volume de dépôts bancaires est comparable dans la CE et aux États-Unis, par exemple, mais la capitalisation boursière reste inférieure. Il y a là une croissance importante en puissance. Le marché bancaire européen est déjà ouvert et il le sera plus encore. Par exemple, le nombre d'établissements bancaires ou financiers sous contrôle étranger en France est passé de 192 à 277 entre 1985 et 1989, et 167 banques étrangères ont une filiale ou une succursale à Paris; ce nombre continue de grandir. La situation dans plusieurs États membres est similaire, ou encore plus ouverte.

Cet espace bancaire et financier ne sera pas fractionné : l'acceptation d'une banque dans la CE permettra de couvrir le marché entier à partir d'un seul endroit et celle-ci ne sera soumise qu'à un seul organisme de contrôle. Le concept de banque universelle est enfin largement répandu en Europe et assure aux organismes financiers une grande souplesse d'adaptation aux évolutions du marché. Le marché européen va aussi devenir plus concurrentiel et plus sélectif.

La prochaine grande évolution, après la réalisation du Marché unique, sera l'union monétaire avec la création d'une monnaie européenne unique, qui permettra le